



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Marie-Hélène SANTARELLI, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEUS

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Modification de l'arrêté fixant les modalités de collecte des déchets ménagers et assimilés - Avis de la Métropole

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Le Décret n°2016-288 du 10 mars 2016 modifie le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles R.2224-26 à R.2224-28, en demandant que les modalités de collecte des différentes catégories de déchets ménagers et assimilés fassent l'objet d'un arrêté du Président de l'EPCI compétent en matière de collecte des déchets, pris après avis de l'organe délibérant.

Le 1^{er} janvier 2004, la compétence collecte des déchets était transférée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole.

Jusqu'à présent, les règles fixant les modalités d'organisation des services de collecte sont précisées dans l'arrêté fixant les modalités de collecte des déchets ménagers et assimilés du 24 février 2017, dont la dernière version a été approuvée par délibération n°14379 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

L'arrêté du Président se substituera aux arrêtés municipaux pris antérieurement pour l'application du règlement de collecte.

Il définit les principes généraux d'utilisation des services de collecte (séparation à la source et interdiction de mélange des déchets, modalités d'utilisation des contenants de pré-collecte, règles d'hygiène et de sécurité, prescriptions en matière d'accessibilité des contenants vis-à-vis de la collecte, modalités organisationnelles et information des usagers), détaille les spécificités relatives aux collectes en porte-à-porte des différents flux de déchets, aux collectes en apport volontaire en postes fixes, en points d'apport volontaire et en déchèteries.

Il qualifie enfin les infractions aux règles édictées et ajoute, aux procédures habituelles de verbalisation et poursuites des contrevenants, un principe de réparation des atteintes à la salubrité et à l'hygiène publique, permettant de faire supporter aux contrevenants les frais liés aux prestations supplémentaires mises en œuvre pour supprimer ces atteintes.

Il modifie en particulier le règlement du service de collecte en vigueur sur certains points, parmi lesquels :

- les dépôts de cartons des professionnels situés dans le centre historique de Montpellier à partir de 18h00 le jour de la collecte en façade de l'établissement,
- la suppression de la collecte spécifique des papiers blancs de bureau,
- la prise en compte de l'extension des consignes de tri.

L'arrêté sera accompagné d'une annexe définissant et listant les déchets non admis par flux de collecte ainsi qu'un guide de tri, document communiquant donnant le « *mode d'emploi* » des différents services de collecte et rappelant les attendus de l'arrêté. Ce guide permettra de porter à la connaissance des administrés les modalités de collecte et sera, conformément à l'article R.2224-27 du Code général des collectivités territoriales, mis à disposition du public sur les sites internet de la Métropole et des communes membres.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- donner un avis favorable au projet d'arrêté fixant les modalités de collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'arrêté et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111310-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.